

CULTURE & POLITIQUE

Asiatiques et Européens face aux États-Unis



La Ve Rencontre Asie-Europe (ASEM), qui s'est déroulée à Hanoi du 7 au 9 octobre 2004, a été l'occasion pour les participants de renforcer leurs liens économiques et politiques pour s'affranchir de relations trop étroites avec les États-Unis. L'Allemagne et la France, le Japon et la Chine, ont plaidé pour un rééquilibrage des relations internationales. Jacques Chirac a conduit une offensive contre « l'impérialisme sous-culturel » et obtenu l'adoption d'une *Déclaration sur le dialogue des cultures et des civilisations*.

page 2

Poursuite de l'offensive anti- Poutine... et riposte

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Stephen Sestanovitch continue la campagne anti-russe. Selon lui, la Fédération de Russie ne serait pas victime du terrorisme, mais bénéficiaire, car elle en profiterait pour se dispenser de se conformer aux normes internationales de gouvernance. De son côté, un collectif d'universitaires états-uniens a publié une réponse aux atlantistes en réfutant points par points à leurs arguments.

page 6

REPÈRE : 21 OCTOBRE 1966

« Si c'est nous qui le faisons »

Au Guatemala, la CIA organise un nouveau coup d'État pour mettre au pouvoir, cette fois, Julio Cesar Montenegro. Son premier acte présidentiel sera de faire exécuter publiquement huit syndicalistes et dirigeants de l'opposition en les écrasant vivants sous des camions chargés de rochers. Face à la guérilla, le 21 octobre 1966, le colonel Webber de l'US Air Force déclare : « *La subversion communiste utilise tous les moyens contre nous, nous devons faire de même* ».

L'armée et l'aviation US participent directement aux opérations contre les villages soupçonnés d'abriter la guérilla. Les populations civiles indiennes sont bombardées, « traitées » au napalm et à la mitrailleuse de calibre 50. Le Bureau de la sécurité publique (US-OPS) du Pentagone prend en charge la formation de 30.000 paramilitaires aux « techniques anti-subversives » : assassinats, tortures, disparitions, viols. En 1970, l'assistant d'Henry Kissinger, Peter Rodman, déclare à *Time* : « *Les meurtres, la torture, les viols... tout ça c'est OK tant que c'est nous qui le faisons et que ce sont les communistes qui dégustent* ». La guerre au Guatemala durera près de 40 ans et fera un demi million de victimes. ■



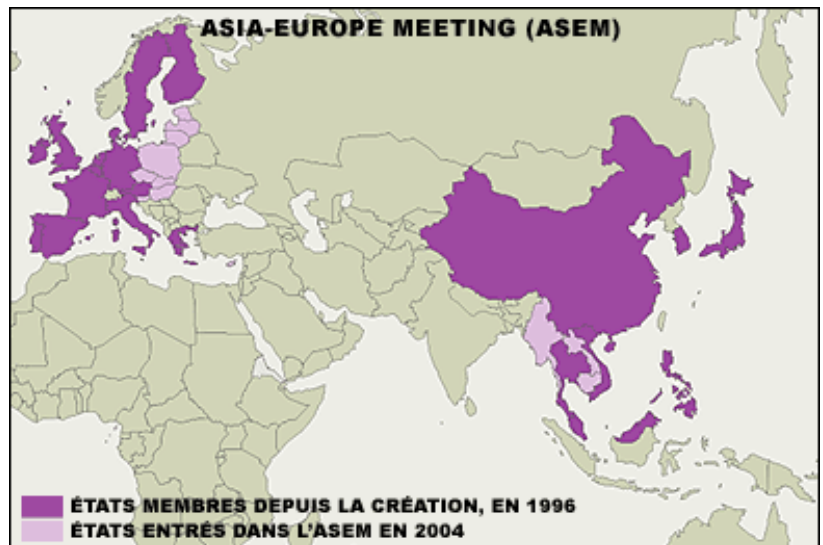
TONY BLAIR EXPOSE LES SIENS POUR PLAIRE À GEORGE W. BUSH

D'après le quotidien londonien *The Independent*, Tony Blair aurait secrètement autorisé George W. Bush à déployer des missiles US sur une base du Yorkshire, dans le cadre du nouveau programme « *Fils de la guerre des étoiles* », auquel Bush a promis de consacrer 10 milliards de dollars annuels une fois élu. Alors qu'il prétendait officiellement n'apporter qu'une assistance radar au ruineux programme du Pentagone, Tony Blair se prépare donc à accepter le retour de l'US Army sur le sol britannique, treize ans après le retrait des derniers missiles états-uniens. Loin de protéger le Royaume-Uni, ce déploiement l'expose à des tirs de rétorsion. L'alliance du Premier ministre britannique avec les néo-conservateurs pourrait même aller plus loin : il est question que 750 membres des troupes d'élite de Sa Majesté soient déployés sur Falloudja, dans la zone contrôlée par les États-Unis. Le Pentagone n'a jamais recours à l'aide d'armées étrangères à moins d'une mission particulièrement dangereuse et potentiellement meurtrière. Cette éventualité a suscité la colère de l'opinion publique britannique, qui refuse que ses soldats soient exposés pour permettre le retour triomphal à la Maison-Blanche du candidat néo-conservateur. ■

Culture & politique

Asiatiques et Européens face aux États-Unis

La Ve Rencontre Asie-Europe (ASEM), qui s'est déroulée à Hanoi du 7 au 9 octobre 2004, a été l'occasion pour les participants de renforcer leurs liens économiques et politiques pour s'affranchir de relations trop étroites avec les États-Unis. L'Allemagne et la France, le Japon et la Chine, ont plaidé pour un rééquilibrage des relations internationales. Jacques Chirac a conduit une offensive contre « l'impérialisme sous-culturel » et obtenu l'adoption d'une *Déclaration sur le dialogue des cultures et des civilisations*.



Trente-neuf délégations se sont pressées à Hanoi du 7 au 9 octobre 2004 pour la Ve Rencontre Asie-Europe (Asia-Europe Meeting — ASEM) [1]. Ce forum, créé en 1996 à l'initiative de la France et de Singapour lors de la Conférence de Bangkok [2], se réunit tous les deux ans à un haut niveau [3] pour nouer un dialogue politique global. En outre, l'ASEM planifie des rencontres régulières des ministres des Affaires étrangères et des séminaires thématiques de travail.



La Ve Rencontre a été marquée par l'entrée des 10 nouveaux États membres de l'Union européenne et de 3 États asiatiques : le Cambodge, le Laos et, avec un statut particulier, la Birmanie. L'enjeu déclaré du sommet était de resserrer les liens euro-asiatiques pour permettre aux deux partenaires de trouver une alternative à des relations

économiques trop exclusivement tournées vers les États-Unis. Du côté asiatique, tous les États étaient représentés au plus niveau (à l'exception de la Birmanie). Deux poids lourds avaient fait le voyage : les Premiers ministres japonais Junichiro Koizumi et chinois Wen Jiabao. Du côté européen : le chancelier allemand Gerhard Schröder et le président français Jacques Chirac. La stratégie politique mise en œuvre par les « quatre grands » dépassait d'ailleurs largement le cadre de l'ASEM. Se partageant le travail, Gerhard Schröder avait couplé ce déplacement avec une visite en Inde (qui n'est pas membre de l'ASEM) et Jacques Chirac avec un voyage en Chine. Les chancelleries se sont efforcées de présenter ces contacts comme purement économiques, alors que le fond des questions abordées a été politique, l'ensemble des participants cherchant des alliances face à l'activisme états-unien.

En prélude à l'ASEM, Jacques Chirac s'est rendu pour une visite éclair dans la ville-État de Singapour. Il y a rencontré le nouveau Premier ministre, Lee Hsien Loong, fils du premier chef de gouvernement à l'indépendance, Lee Kuan Yew, avec lequel il était personnellement ami. En termes de stricte efficacité, cette escale pouvait paraître superflue, les deux hommes étant appelés à se rendre le lendemain à Hanoi. Elle permettait néanmoins de souligner la paternité franco-singapourienne de l'ASEM et de préciser une stratégie commune. Elle permettait aussi de faire le point sur l'activité de la Fondation Asie-Europe (Asia-Europe Foundation — ASIEF), organisme culturel basé à Singapour [4]. Après la récession de 2001, Singapour a relevé la tête, réalisant au deuxième trimestre 2004 une croissance de 12,5 % avec une production essentiellement basée sur la très haute technologie.

À Hanoi, Jacques Chirac a rappelé les engagements de la France vis-à-vis du Vietnam. Mais, il s'est surtout appliqué à dénoncer « l'impérialisme sous-culturel » états-unien, prononçant une sorte de « discours de Phnom Penh » à la de Gaulle devant un parterre d'étudiants. Le président français a développé la notion de « diversité culturelle » qu'il avait déjà présentée à l'UNESCO avec le soutien du Canada, fait approuver en 2001 par 185 États, et veut consacrer en 2005 dans une Convention internationale avec le soutien de nombreux États dont l'Arabie saoudite. La « diversité culturelle » se veut une réponse politique à la domination états-unienne et non pas une transposition internationale du concept économique-politique « d'exception culturelle », ni même un simple « dialogue des



Jacques Chirac et le président vietnamien Tran Duc Luong à Hanoi, sous le buste de Hô-Chi-Minh.

civilisations ». Il ne s'agit pas tant de contester la marchandisation de la culture, ni de se défendre d'un possible « clash des civilisations », que de préserver le pluralisme culturel face à un « impérialisme sous-culturel ».

L'entrée de nouveaux membres au sein de l'ASEM a permis à ce forum d'intégrer les nouveaux membres de l'Union européenne et les nouveaux membres de l'ASEAN, l'organisation à vocation comparable pour l'Asie du Sud-Est. Cependant, les Européens se refusaient à accorder à la junte birmane une place à part entière dans ce concert de nations. Il avait été convenu que la dictature ne serait pas représentée par son Premier ministre, mais par un de ses délégués, U Tin Winn, et certaines délégations se sont absentes pendant la cérémonie d'entrée de la Birmanie. Ainsi, Jacques Chirac est allé visiter un site archéologique au centre d'Hanoi, manifestant ainsi son intérêt au patrimoine culturel et faisant d'une pierre deux coups. Gerhard Schröder a été inaugurer un nouveau Goethe Institut pour affirmer la contribution culturelle de l'Allemagne. Les Britanniques, qui n'étaient représentés que par un simple secrétaire d'État, John Prescott, ne manquèrent pas l'occasion pour dénoncer les crimes de la junte et surtout tenter d'instrumentaliser cette cause pour saboter la Rencontre, trop anti-états-unienne à leur goût. La Commission européenne s'est engouffrée dans la brèche. Forte d'une résolution du Parlement européen, elle a essayé à son tour de détourner la conférence en la polarisant sur le problème birman. Quoi qu'il en soit, l'ASEM, en tant que forum où la parole est d'autant plus libre que les États-Unis en sont absents, séduit de nouveaux candidats. La Russie, l'Inde et le Pakistan pourraient rapidement s'y intégrer, malgré les réticences de la Malaisie. Pour maintenir le contact entre les chancelleries, la présidente des Philippines, la très pro-états-unienne Gloria Arroyo, a proposé de mettre à la disposition de l'ASEM un secrétariat permanent. Une proposition immédiatement soutenue... pour en confier la responsabilité à la représentation à l'ONU de la puissance invitante, en l'occurrence actuellement le Vietnam, en 2006 la Finlande.



Gerhard Schroeder et
Tran Duc Luong

De très nombreux sujets ont été abordés au cours de la Rencontre, présidée par le président du Vietnam, Tran Duc Luong : la coopération (accroissement du fossé entre riches et pauvres), la sécurité (lutte contre le terrorisme, non-prolifération des armes de destruction massive, criminalité transnationale), le développement durable (changement de climat, pollution).

Le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, a appelé au renforcement de l'ASEM et à son utilisation pour élaborer des points de vue et des coalitions capables de tenir en échec les États-Unis, à l'OMC notamment. Il s'est prononcé pour un rééquilibrage des relations internationales et une réforme profonde de l'ONU.

Le Premier ministre japonais Junichiro Koizumi a multiplié les contacts bilatéraux en marge de la conférence pour rassembler des soutiens à sa demande de siège permanent au Conseil de sécurité. Il a obtenu le soutien du tandem franco-allemand, mais a échoué avec d'autres puissances. Le chancelier

Schröder a été plus chanceux. L'idée est de doubler le nombre de membres permanents (actuellement la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Fédération de Russie) en offrant un siège à l'Allemagne, au Brésil, à l'Inde, au Japon et à une grande puissance africaine (l'Afrique du Sud, l'Égypte ou le Nigeria). Ce système aurait l'avantage de relativiser le poids de Washington. Le Japon, qui subit toujours les séquelles du protectorat états-unien, est aujourd'hui partagé entre soumission à Washington et manifestations pour le retrait immédiat des bases US.

Le Premier ministre malaisien, Abdullah Ahmad Badawi, a enchaîné les interviews à la presse pour démentir les accusations états-uniennes selon lesquelles il aurait été corrompu par Saddam Hussein, ainsi que des proches de Jacques Chirac, pour défendre les intérêts irakiens à l'ONU.

Cependant, l'important fut l'adoption de la *Déclaration d'Hanoi* affirmant la nécessité d'une coopération renforcée et la *Déclaration sur le dialogue entre les cultures et les civilisations*, véritable pied de nez à l'influence états-unienne.

[1] Voir le [site officiel de la Ve rencontre Asie-Europe](#).

[2] Les archives du Forum de Bangkok sont consultables sur le [site officiel de la Conférence](#).

[3] Les rencontres précédentes se sont tenues à Bangkok (1996), Londres (1998), Séoul (2000) et Copenhague (2002).

[4] Voir le [site officiel de la Fondation Asie-Europe](#).

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Poursuite de l'offensive anti-Poutine... et riposte

Analyse

Dans un article remarquable publié par *Le Figaro*, l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, analyse les conséquences internationales d'une éventuelle victoire de John Kerry. Il souligne que les États-Unis ont changé de nature au cours du dernier mandat pour renouer avec l'esprit de puissance et de mission dont ils avaient fait preuve par le passé. Dès lors, il est vain d'espérer une nouvelle politique étrangère à la faveur d'un changement d'hôte à la Maison-Blanche. Avec la lucidité de l'ancien courtisan qu'il fut et de l'observateur indépendant qu'il est devenu, M. Védrine relève qu'une victoire de Kerry ne ferait plaisir qu'à ceux qui souhaitent s'aligner sur Washington en étant traités poliment pour n'en pas rougir.

Zbigniew Brzezinski a accordé un entretien au *Figaro*. Ou plutôt, il s'est répandu dans ses colonnes sans tenir compte des questions qui lui étaient posées. Il s'efforce d'établir une convergence entre ses propres théories sur « l'arc de crise » et celles de Samuel Huntington sur le « clash des civilisations » pour aboutir à la conclusion d'une indispensable intervention des États-Unis afin de mettre de l'ordre dans ce désordre global. En bon Démocrate, il indique qu'avec les néo-conservateurs, cette politique impériale est rejetée, tandis qu'avec Kerry, Washington fera avaler cette couleuvre à tous avec un soupçon de multilatéralisme pour la faire mieux passer. Revenant sur la crise en Palestine, il assène que là encore l'intervention impériale est indispensable pour régler la situation. Enfin, il conclut en soulignant que le prochain président aura la tâche difficile de faire face aux difficultés économiques des États-Unis et à l'hostilité générale qu'ils suscitent.

On ne sait trop comment interpréter un tel mélange de cynisme et de mensonges. Aucun des conflits que M. Brzezinski propose de faire régler par la

puissance états-unienne ne se prolongerait aujourd'hui s'il n'était précisément entretenu par les Washington. Contrairement à ce qu'indique l'ancien conseiller de sécurité nationale, l'Empire n'est pas la solution, c'est précisément le problème. Quant aux remarques sur la crise budgétaire, elles forment l'aveu des objectifs de cette politique : l'impérialisme n'est qu'un mode de prédation pour renflouer les caisses d'une économie en déroute.

L'ambassadeur Stephen Sestanovitch continue dans le *Washington Post* la campagne anti-russe à laquelle il participe activement. Selon lui, la Fédération de Russie ne serait pas victime du terrorisme, comme on pourrait le croire après l'épisode de Beslan par exemple, mais bénéficiaire. En effet, elle en profiterait pour se dispenser de se conformer aux normes internationales de gouvernance. De son côté, un collectif d'universitaires états-uniens a publié une réponse aux 115 atlantistes anti-Poutine (dont l'ambassadeur Sestanovitch fait partie). Ils y présentent des arguments efficaces : si la télévision nationale est passée sous contrôle de l'État, la presse écrite n'a jamais été aussi pluraliste ; si Poutine a remis en cause le système fédéral, cela ne veut pas plus dire que la Russie soit une dictature que la France n'en serait une ; etc.

Seule surprise de cette contre-pétition, elle a été publiée par le très réactionnaire *Washington Times* et comprend parmi ses signataires, outre des universitaires, des personnalités de l'extrême droite isolationniste comme Paul Weyrich.

Stephen A. Myrow, ancien assistant états-unien d'un ministre du gouvernement provisoire irakien, alerte les lecteurs du *Los Angeles Times*. Contrairement à l'image que l'on en a, assure-t-il, la guerre n'a pas attendu l'attentat kamikaze meurtrier de la semaine dernière pour pénétrer dans la zone verte de Bagdad. Tous les jours, les ambassades anglo-saxonnes et le gouvernement irakien font l'objet de tirs de mortiers. On y est soumis à des consignes strictes de sécurité et, néanmoins, toujours en danger. Mais, cette hostilité serait bien la preuve que les États-Unis sont engagés dans un juste combat.

Cette analyse ressort d'une vision eschatologique de la mission des États-Unis et n'a plus grand chose à voir avec la rationalité.

L'ancien secrétaire d'État norvégien Jan Egeland appelle, dans *Dar al-Hayat*, les États islamiques à aider à résoudre la crise du Darfour. L'originalité d'une telle démarche est de légitimer l'Union africaine et de récuser implicitement les analyses anglo-saxonnes selon lesquelles les combats opposent Arabes et Noirs, Musulmans et Chrétiens.

Enfin, l'ancien Premier ministre socialiste espagnol, Felipe González, demande dans *El Periodico* que la commission d'enquête parlementaire sur les attentats commis à Madrid le 11 mars dernier se recentre sur les faits. Selon lui, les parlementaires du Parti populaire orientent, à tort, l'enquête vers les événements postérieurs aux attentats pour trouver une explication à leur déroute électorale. M. González préconise donc de prendre exemple sur la Commission présidentielle états-unienne consacrée aux attentats du 11 septembre. C'est là que son intervention perd en crédibilité et laisse entrevoir une volonté d'accord bipartisan au détriment de la vérité.

Réseau Voltaire

Hubert Védrine



Ancien porte-parole de François Mitterrand (1988-1991) puis secrétaire général de l'Élysée (1991-1995), Hubert Védrine est ancien ministre des Affaires étrangères françaises (1997-2002). Il est président de l'Institut François Mitterrand.

« Que faire avec les États-Unis ? »

Source : Le Figaro

Référence : « Que faire avec les États-Unis ? », par Hubert Védrine, *Le Figaro*, 17 octobre 2004.

Le 2 novembre, dans une douzaine d'États américains particulièrement disputés, quelques centaines de milliers d'électeurs hésitants vont décider du choix du prochain président des États-Unis. Si le monde entier votait, **John Kerry** serait élu, mais dans une Amérique maintenue méthodiquement sous le choc du 11 septembre, **George W. Bush** conserve toutes ses chances. En outre, si Kerry est élu, il ne fera pas le contraire de son prédécesseur car il y a aux États-Unis une tendance de fond souverainiste, sécuritaire et unilatéraliste. D'autant que le Sénat restera républicain.

La période 2001-2004 aurait dû démontrer aux moins clairvoyants sur les États-Unis que depuis qu'ils caracolent seuls au sommet du podium planétaire, ils ont connu une métamorphose qui est aussi un retour aux sources de l'esprit de puissance, de sécurité et de mission, une métamorphose qui sera durable. Il est illusoire de rêver à un retour au « multilatéralisme ». Cela ne doit pas nous empêcher de chercher à stabiliser et à rationaliser nos rapports avec les États-Unis, mais il nous faut les concevoir sur la base d'intérêts partagés et de certaines convergences stratégiques plutôt que sur les sentiments ou la reconnaissance. En attendant le résultat des élections américaines, nous devons réfléchir aux relations que nous espérons avec les Américains et cette réflexion doit se faire entre Européens.

Si George W. Bush est réélu, il y a peu de chance qu'il change sa politique arabe. Dans ce cas, il y a peu à espérer même s'il ne faut pas totalement écarter l'hypothèse qu'il renouvelle son équipe en donnant plus de poids au **département d'État**. Il faudrait alors accepter de renouer le dialogue avec la nouvelle administration Bush, dans l'espoir d'arriver à une approche différente, euro-américaine, des conflits du Proche et du Moyen-Orient. Si John Kerry est élu, le soulagement sera quasi général. En Europe, de la part de tous ceux qui aspirent au fond à suivre le leadership américain à la seule condition d'être traités poliment, il se traduira aussitôt par un empressement à se réconcilier avec Washington. Lancée par la Commission européenne sortante, l'idée d'un grand marché commune transatlantique sera reprise par la nouvelle. Il faudra alors, plus encore qu'en cas de réélection de Bush, organiser la concertation entre Européens. Il faut espérer que **Tony Blair** accepterait de discuter avec **Jacques Chirac** et **Gerhard Schröder** pour disposer d'un vrai poids face aux États-Unis.

À la veille de cette élection décisive, il ne s'agit pas d'être obnubilés par les États-Unis. Mais de ne pas être pris au dépourvu, de ne pas laisser passer une occasion.

Zbigniew Brzezinski



Zbigniew Brzezinski fut conseiller de sécurité nationale du président Carter et directeur exécutif de la Commission Trilatérale. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a notamment publié *Le Grand échiquier*.

« La formule néo-conservatrice est inefficace »

Source : Le Figaro

Référence : « La formule néoconservatrice est inefficace », par Zbigniew Brzezinski, *Le Figaro*, 18 octobre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

L'administration Bush n'a pas tenu ses promesses, tant au plan de la politique intérieure (organiser une politique compassionnelle) qu'étrangère (renforcer la coopération internationale avec les puissances extérieures). Je suis convaincu que si Kerry était élu, on assisterait à un changement drastique de politique étrangère. Il tiendra davantage compte de l'avis de ses alliés, notamment de l'Europe.

L'Europe constitue une entité économique et culturelle essentielle au sein du monde contemporain, mais ce n'est ni une force politique, ni une force militaire suffisante, ce qui limite son rôle sur la scène internationale. Un effort aussi substantiel que fondamental doit être consenti en matière militaire afin que se constitue une Europe de la défense digne de ce nom. Pour cela, il faut de l'argent. En l'état actuel des choses, aucun des pays membres de l'Union ne semble hélas prêt à satisfaire à cette exigence financière. Aujourd'hui, il existe une crise dans la région dont les frontières se dessinent du sud de la Russie jusqu'à l'Océan Indien et de Suez au Sinkiang. Ce territoire décrit une ligne de fracture idéologique l'opposant non seulement aux États-Unis mais aussi à la totalité du monde occidental. Et je crois que la réponse la plus adéquate à la crise imposée par cette nouvelle ligne de fracture ne peut qu'émaner des États-Unis, en premier lieu, et aussi de l'Europe. En effet, comme le montre la crise irakienne, l'Amérique ne peut régler à elle seule tous les conflits. Je crains que nous courions de grands risques de voir les sombres prophéties de **Samuel Huntington** se réaliser. Pour empêcher sa réalisation, il faut une collaboration entre les États-Unis et l'Europe. Malheureusement, la brutalité des néo-conservateurs complique tout ; leur politique est inefficace.

Le mode de résolution de la crise israélo-palestinienne passe nécessairement par les États-Unis. Les Israéliens et les Palestiniens ne peuvent, de toute évidence, résoudre le problème à eux seuls. Seulement, encore une fois, si les États-Unis exposent publiquement les principes de base d'un plan de paix et ses grandes lignes, ils devront associer l'Europe à cet effort. Il est également indispensable que cette dernière accepte d'assumer une partie du coût financier et militaire d'une formule qui sera nécessairement imposée de l'extérieur aux deux peuples.

Est-il possible d'envisager une sécurité planétaire dans laquelle les États-Unis ne joueraient pas un rôle prédominant ? À quels problèmes le nouveau président des États-Unis devra-t-il se colleter en priorité ? Le prochain locataire de la Maison-Blanche sera confronté, au niveau national, à un accroissement de la crise budgétaire et, au niveau international, à une intensification des hostilités contre les États-Unis.

Stephen Sestanovich



Stephen Sestanovich est membre du Council on Foreign Relations et professeur de diplomatie internationale à l'université de Columbia. Il a été ambassadeur spécial pour l'ex-URSS (1997-2001) après avoir été conseiller spécial du secrétaire d'État aux nouveaux États indépendants sous la présidence de Bill Clinton. Il est l'un des signataires de l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine.

« Le deux poids deux mesures de Poutine »

Source : Washington Post

Référence : « Putin's Double Standards », par Stephen Sestanovich, *Washington Post*, 17 octobre 2004.

Les attaques terroristes en Russie ont amené **Vladimir Poutine** à dénoncer le « deux poids deux mesures » de l'Occident : quand les États-Unis ou l'Europe sont frappés, ils ripostent et la Russie attend notre soutien. Poutine a raison de demander à ce qu'il y ait une coopération dans la guerre au terrorisme, mais en réalité la Russie bénéficie de cette guerre. En effet, au nom de la coopération, on laisse ce pays tranquille alors qu'il y a manifestement un problème.

Si les deux avions qui se sont écrasés en Russie étaient partis de Bakou en Azerbaïdjan et non du sol russe, la communauté internationale aurait demandé à ce que ce pays corrige ses erreurs institutionnelles ayant permis la réalisation de cet attentat. Si la prise d'otage de **Beslan** avait eu lieu en Ukraine, la communauté internationale aurait marqué sa solidarité avec le pays, mais aurait également exigé la réforme d'institutions corrompues. Certes, demander à un autre État de se réformer est une atteinte à sa souveraineté, mais deux États, la Géorgie et la Moldavie subissent une violation de leur souveraineté du fait de la présence de troupes russes sur leur sol contre l'avis du pouvoir central. Si la Roumanie et la Turquie avaient agis ainsi, on n'aurait pas laissé le premier entrer dans l'OTAN et le second ouvrir des négociations avec l'Union européenne en vue d'une adhésion.

Poutine bénéficie d'une exception de traitement et personne ne parle d'une « feuille de route » pour la Tchétchénie. Cette façon de traiter la Russie ne l'aide pas à évoluer.

Un collectif de spécialistes de la Russie

La liste des signataires (réactualisée chaque jour) est disponible [ici](#).

« Lettre ouverte à l'OTAN et l'Union européenne »

Source : Washington Times

Référence : « Open letter to NATO, EU », par un collectif de spécialiste de la Russie, *Washington Times*, 14 octobre 2004.

Entant que spécialistes des affaires russes, nous estimons que **nos collègues** ont simplifié à outrance la situation en Russie en la présentant comme **un pays devenant une dictature** afin d'influencer la politique occidentale vis-à-vis de la Russie. Leurs allégations ne sont pas justes bien qu'ils affirment dire enfin « la

vérité » sur la Russie. Notre but, plus modeste, est de présenter une approche équilibrée concernant les accusations portées contre la Russie de **Vladimir**

Poutine :

- ▶ **La liberté de la presse** : La télévision nationale est passée intégralement sous le contrôle de l'État, mais le nombre d'organe de presse a augmenté de 10 % sous les mandats de Poutine et la plupart appartient au secteur privé (journaux papiers, télévision régionales, radios). Depuis **Beslan**, le jeune député Vladimir Ryzhkov apparaît régulièrement à la télévision pour critiquer les projets de réforme de Poutine, on ne peut donc pas dire que l'opposition est absente des ondes.
- ▶ **L'équilibre des pouvoirs** : Sous Eltsine, les gouverneurs de province ont constitué des fiefs et adopté des lois qui sont en contradiction avec la constitution russe. Poutine a harmonisé les lois. On peut également se demander si le fédéralisme est un bon moyen d'équilibrer les pouvoirs (à moins que le pouvoir à limiter soit le pouvoir central). L'Italie, le Royaume-Uni, la France et la Pologne n'ont pas de système fédéral et sont des démocraties.
- ▶ **La justice** : C'est Poutine qui a mis en place une loi obligeant tout détenu à être présenté devant un juge sous 48 heures et qui a renforcé les droits des détenus.
- ▶ **Les élections et les ONG** : Il y a encore des irrégularités lors des élections (surtout dans le Nord du Caucase), mais pas plus sous Poutine que sous Eltsine. En revanche, les partis politiques sont plus nombreux et il existe un demi-million d'ONG.
- ▶ **Les partis politiques et les gouvernements régionaux** : Poutine travaille au renforcement des partis politiques (les scrutins par liste vont dans ce sens). Rien ne vient prouver un déclin démocratique de la Russie. Il faut au contraire reconnaître que Poutine s'efforce de rapprocher la Russie de l'Occident. Il faut cesser de voir la Russie comme l'« Empire du mal ».

Stephen A. Myrow

Stephen A. Myrow a été directeur de cabinet du ministère des transports d'Irak de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak.

« La guerre arrive dans la zone verte »

Source : Los Angeles Times

Référence : « War Comes to the Green Zone », par Stephen A. Myrow, *Los Angeles Times*, 17 octobre 2004.

Deux kamikazes se sont fait exploser jeudi dans la zone verte, le foyer de la Coalition à Bagdad et du gouvernement irakien. Bien que de nombreux civils américains, dont des membres des médias, y résident, le public américain a une image biaisée de la vie dans cette zone. Un reportage d'*Associated Press* a même présenté ce territoire comme une « petite Amérique » au cœur de Bagdad. Affirmer cela, c'est faire abstraction des mesures de sécurité et des immeubles bombardés.

Les membres du gouvernement y travaillent sept jours sur sept, 18 heures par jour et les repas sont pris en commun de façon militaire. Les appels ont lieu régulièrement pour vérifier que nous ne sommes pas morts dans un attentat. Pour des raisons de sécurité, le danger auquel font face ceux qui vivent dans la

zone n'est pas présenté dans les médias. C'est pourquoi les Américains ont l'impression que la zone verte est sans danger alors que les attaques y sont fréquentes.

Cette situation ne veut pas dire que nous sommes sur la mauvaise voie en Irak. Au contraire, plus nos adversaires nihilistes nous attaquent, plus cela montre que nous nous dirigeons vers nos objectifs.

Jan Egeland



Ancien Secrétaire d'Etat au Ministère des affaires étrangères de la Norvège (1990-1997), Jan Egeland est Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordinateur des secours d'urgence

« Les États islamiques peuvent jouer un rôle humanitaire clé au Darfour »

Source : Dar Al-Hayat

Référence : « Islamic States Can Play Key Humanitarian Role in Darfur », par Jan Egeland, *Dar al Hayat*, 17 octobre 2004.

La souffrance humaine au Darfour dépasse l'entendement. On pouvait espérer qu'après deux millions de morts au Soudan dans la guerre civile entre le Nord et le Sud, on arriverait à la paix via des pourparlers. Mais il ne peut y avoir de paix sans une résolution du conflit entre Khartoum et les rebelles au Darfour.

La tragédie humanitaire dans cette région est la conséquence d'un échec politique. Elle ne pourra être résolue que par des moyens politiques, même si cela ne doit pas empêcher d'apporter une aide humanitaire et de mener un travail d'aide aux populations qui ne doit pas tenir compte de ce qui se passe sur le plan politique. Le travail humanitaire doit être mené sans tenir compte des ethnies, religions ou orientations politiques des victimes. Cette aide humanitaire doit s'accompagner d'une protection des populations. C'est pourquoi nous soutenons le déploiement des troupes de l'Union africaine. Nous demandons également au gouvernement du Soudan de protéger sa population. L'ONU a demandé une aide financière de 535 millions de dollars pour fournir une aide humanitaire à la population. Les pays de la région y ont contribué, mais il faut faire plus et l'inaction tue. La contribution des pays musulmans peut faire la différence et il faut donner des fonds à l'ONU, seule organisation capable de mener des opérations humanitaires efficaces dans la région.

Felipe González



Felipe González est ancien président du gouvernement socialiste espagnol (1982-1996).

« Dans notre pays »

Source : El Periodico

Référence : « En este país nuestro », par Felipe González, *El Periodico*, 18 octobre 2004.

La commission d'enquête de la Chambre des députés sur les attentats du 11 mars doit établir les erreurs qui ont rendu possible cette tragédie. Pour importants que sont les événements des deux jours suivants, ils sont moins vitaux concernant la menace qui pèse sur nous.

Les attentats auraient pu advenir quel que soit le gouvernement et on voit qu'ils frappent n'importe qui dans le monde. Toutefois, le fait que les attentats puissent frapper tout le monde ne doit pas nous empêcher de rechercher ce que nous aurions pu faire et que nous n'avons pas fait, nous le devons aux victimes. Pour cela, nous devons cesser de nous concentrer sur les responsabilités politiques dans les événements qui ont suivi et nous inspirer du travail de la **Commission d'enquête sur le 11 septembre**. Ceux qui ont perdu l'élection veulent une explication pour leur déroute alors que si quelqu'un a manipulé l'opinion publique en affirmant que les coupables étaient l'ETA, c'est le Parti populaire.

Pourtant, cela n'est pas crucial contre ce qui nous menace. Il faut sortir de cette controverse stupide et nous baser sur les faits. C'est ce vers quoi doit tendre la commission d'enquête sur les attentats du 11 mars, y compris les membres du Parti populaire en faisant partie.